

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 18/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



RENOVEBAL SAS

1 rue de la Pélissière
ZI de la Chevrolière
44118 LA CHEVROLIERE

Références : N3-2022-570-Rapportinspection

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2022 dans l'établissement RENOVEBAL SAS implanté 1 rue de la Pélissière ZI de la Chevrolière 44118 LA CHEVROLIERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RENOVEBAL SAS
- 1 rue de la Pélissière ZI de la Chevrolière 44118 LA CHEVROLIERE
- Code AIOT dans GUN : 0006301186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société RENOVEBAL est spécialisée dans la rénovation d'emballages industriels usagés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Etat d'avancement de la demande d'extension et présentation des observations faites par l'inspection des installations classées sur le dossier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maîtrise des émissions	Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article Titres 3, 4 et 6	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 7.5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
DAE	Autre du 01/12/2021, article DAE	/	Sans objet
Périmètre IED	Code de l'environnement du 25/04/2017, article R. 515-58	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a été dédiée à des échanges liés au dossier de demande d'autorisation rédigé dans le cadre d'une extension substantielle des activités de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : DAE

Référence réglementaire : Autre du 01/12/2021, article DAE
Thème(s) : Situation administrative, Rédaction de la demande autorisation
Prescription contrôlée : Recevabilité du dossier de demande d'autorisation
<p>Constats : Cette visite avait pour objet de répondre aux interrogations de la société RENOVEMBAL quant aux demandes de compléments faites par l'inspection des installations classées dans sa lettre du 08/04/22 à la suite de l'instruction de sa demande d'extension.</p> <p>Les principes de rédaction des dossiers de demande d'autorisation ont été rappelés à l'occasion de cet échange.</p> <p><u>Le principe de proportionnalité</u>, énoncé par l'article R. 122-5 du code de l'environnement, consiste à adapter le contenu de l'étude d'impact à l'ampleur du projet et aux enjeux environnementaux de la zone d'implantation. Pour autant, il n'a pas vocation à éviter l'examen qualitatif des incidences, notamment lorsque ces dernières sont rendues obligatoires par le Code de l'environnement, mais doit permettre de justifier la profondeur des études, des investigations ou des mesures attendues de l'exploitation.</p> <p><u>La justification</u>, les assertions non justifiées, par exemple "<i>aucune zone humide n'est identifiée sur ce terrain</i>" ou "<i>le terrain ne présente aucun intérêt écologique particulier</i>" telles qu'actuellement présentées dans le dossier ne sont pas recevables sauf à les justifier. Au demeurant, cette dernière affirmation est fausse puisque une étude milieu, conduite par la LPO en 2019, a montré l'existence d'intérêts faunistiques avec la présence du lézard des murailles, également relevé par la DDTM dans son avis.</p> <p>Ainsi, sans avoir à réaliser une nouvelle étude, votre dossier aurait avantage à se référer à ces travaux et à prendre en compte ses recommandations d'autant que vous indiquez que les espaces susceptibles d'être propices à la préservation de cette espèce seraient faciles à aménager.</p> <p><u>La complétude du dossier</u>, tous les items prévus par les dispositions réglementaires doivent être examinés. A défaut, la demande présenterait des fragilités juridiques qui pourraient être exploitées en cas de recours.</p> <p>Considérant l'importance des modifications à apporter à la rédaction initiale, l'exploitant a d'ores et déjà fait connaître son intention de demander une prolongation du délai de 3 mois fixé forfaitairement dans la lettre d'envoi citée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Non-conformités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, Titres 3, 4 et 6
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des émissions
Prescription contrôlée : Maîtrise des émissions
<p>Constats : Dans sa rédaction actuelle, le dossier présente plusieurs non-conformités réglementaires de l'exploitation actuelle vis-à-vis de l'arrêté d'autorisation du 27/02/16, alors que les extensions envisagées sont susceptibles d'aggraver la situation.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé que l'acceptabilité du projet s'appuie, en premier lieu, sur la conformité réglementaire des installations actuellement exploitées. Par conséquent, le dossier ne saurait se contenter de futures et peu expliquées mises en conformités suspendues à des études à venir.</p> <p>Pour exemple, le compte-rendu de la campagne de mesures de bruits, réalisée avec les portes des ateliers ouvertes, rend compte de dépassements d'émergence dans les zones à émergences réglementées (ZER). Les riverains impactés ne peuvent pas subir des nuisances jusqu'à l'aboutissement de vos extensions (délai probable de 2 ans) et le déploiement de mesures de maîtrises actuellement hypothétiques puisque le dossier ne les détaille pas.</p> <p>Il vous est donc demandé d'engager dès à présent des mesures correctives immédiates pour réduire ces non-conformités notamment en fermant les portes des ateliers et des locaux techniques bruyants, en adressant des consignes aux salariés... et de procéder à un nouveau contrôle des émergences qui sera représentatif de la situation initiale de l'établissement. Ayant pris la mesure de la fragilité de cette situation, il vous appartient de tenir compte de vos émissions sonores pour tous les aménagements que vous envisagez au travers de réflexions relatives à l'implantation des machines, la protection phonique des équipements, le choix des équipements...</p> <p>Ces analyses sont d'autant plus prégnantes que vous envisagez des travaux en période de nuit.</p> <p>La visite de ce jour a mis en évidence un niveau ambiant élevé avec des opérations particulièrement bruyantes comme le remplissage des bennes à métaux, même si le bâtiment fait écran vis-à-vis des riverains les plus proches.</p> <p>Au-delà des mesures de gestion immédiates à mettre en oeuvre, il est attendu du dossier de demande de véritables propositions de réduction des émissions.</p> <p>Cette méthodologie vaut pour tous les interfaces de l'environnement dont les rejets dans l'eau, dans l'air...</p>
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des milieux
Prescription contrôlée : Stockage des fluides dans des capacités de rétention
<p>Constats : Le hall 2 est en rétention, ce qui n'est pas le cas du hall 1 dans lequel une partie seulement des fluides est positionné sur une capacité de rétention, soit une capacité souple soit dans une cuve enterrée alimentée par une goulotte intégrée au sol de l'atelier.</p> <p>Une partie des contenants entreposés sans protection résulte d'un stockage trop important de GRV contenant des eaux de lavage à éliminer.</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de réduire le volume de déchets dangereux en attente d'expédition en le ramenant à des quantités proportionnées à la production du site et au volume d'un lot normal d'expédition vers les filières de valorisation ou de traitement.</p> <p>Dans le cadre du projet d'extension, il est également demandé à l'exploitant de placer les déchets liquides restants dans des capacités de rétention adaptées et d'étudier la mise en rétention du hall 1.</p>
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 515-58
Thème(s) : Situation administrative Périmètre IED
Prescription contrôlée : Activités prises en compte dans le périmètre IED
<p>Constats : Dans son analyse de la demande d'autorisation du 08/04/22, l'inspection des installations classées, se référant à L'art R. 515-58 du code de l'environnement indiquait que le périmètre IED comprenait les installations visées par les rubriques 3000 ainsi que les équipements et installations connexes aux activités IED.</p> <p>A ce titre, il était demandé d'intégrer dans ce périmètre les unités de grenaillage et de peintures, des stockages de containers sales, des stockages de produits finis, ainsi que les lignes de lavage et la station de traitement des eaux.</p> <p>L'ensemble de ces activités est considéré comme connexe à l'activité principale.</p> <p>La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets (DGPR version du 27/04/22) présente, en son annexe 2, le tableau de correspondance entre les rubriques 35XX et 27XX (version du 10/12/20). Ce tableau prévoit que, pour la rubrique 3550 qui concerne les stockages temporaires de déchets dangereux, la rubrique 2795, relative au lavage des contenants industriels, puisse être potentiellement concernée.</p> <p>Considérant que le lavage est l'une des étapes de remise en état de certains contenants industriels que vous prenez en charge, il est considéré qu'elle fait partie de votre procédé industriel. C'est à ce titre que le périmètre IED initialement proposé est jugé trop restrictif.</p> <p>Ci-joint le lien d'accès à ce document –</p> <p>https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Note_nomenclature_ICPE_dechets.pdf</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet